



GENERAL

LC/CAR/G.260

8 novembre 1988

FRANCAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Siège sous-régional pour les Caraïbes

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES

Onzième session
Iles Vierges Américaines
18 - 22 novembre 1988



ACTIONS RELATIVES AUX RESOLUTIONS DU CDCC
DE LA CEPALC ET D'AUTRES ORGANISMES
DES NATIONS UNIES AYANT DES INCIDENCES SUR LE CDCC



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Siège sous-régional pour les Caraïbes

ACTIONS RELATIVES AUX RESOLUTIONS DU CDCC,
DE LA CEPALC ET D'AUTRES ORGANISMES
DES NATIONS UNIES AYANT DES INCIDENCES SUR LE CDCC

Programme d'appui aux petits pays insulaires en développement

Par la Résolution 21(X) adoptée lors de la dixième session, le Comité demanda au Secrétariat de présenter un Plan d'Action aux Gouvernements membres pour leur considération. Le projet de Plan d'Action a été distribué aux Etats membres, et un Plan révisé, incorporant les commentaires desdits Etats, est maintenant soumis aux membres à travers le document LC/CAR/G.259.

Résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil Economique et Social

Il convient de rappeler que par la Résolution 41/213 adoptée par l'Assemblée Générale en décembre 1986, il fut décidé que les recommandations des Experts gouvernementaux de haut niveau qui évaluent l'efficacité du fonctionnement administratif et financier des Nations Unies devaient être mises en oeuvre par le Secrétaire Général, en tenant compte des conclusions de la Cinquième Commission, et d'autres considérations.

La résolution 42/211 de décembre 1987 commenta la mise en oeuvre de ces mesures par le Secrétaire Général et fit quelques suggestions additionnelles à cet egard.

En réponse à ces résolutions et décisions, le Secrétaire Général prépara un rapport, contenu dans le document A/C.5/43/1/Rev.1, dans lequel il proposait une certaine compression de l'effectif du Secrétariat. Pour la CEPALC une réduction de 70 postes a été proposée avant 1989, répartie comme suit: 17 postes d'administrateurs (un D-1; cinq P-5; cinq P-4; cinq P-3) et 53 postes des services généraux.

Après de discussions au sein de la CEPALC, il fut décidé que le nombre de postes à supprimer au Bureau de Port d'Espagne serait de 5, répartis comme suit: un P-4, trois P-3 et un SG, afin d'atteindre l'objectif requis de 70 postes au total. Les secteurs touchés par cette réduction sont: agriculture, science et technologie; transport et communications.

Territoires non-indépendants

L'Assemblée Générale a adopté un certain nombre de résolutions portant sur les territoires non-indépendants. D'un intérêt particulier pour le Comité sont les suivantes, qui ont trait à cette région: Résolution 42/80 Anguilla; 42/81 Montserrat; 42/82 Iles Vierges Britanniques; 42/83 Iles Turques et Caïques; 42/85 Iles Caimanes; 42/86 Bermudes; 42/89 Iles Vierges Américaines.

Dans toutes ces résolutions, l'Assemblée invite les institutions spécialisées et autres organisations du système des Nations Unies, ainsi que les institutions régionales, à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le progrès socio-économique de ces territoires.

A l'heure actuelle quelques-uns de ces territoires participent activement aux travaux du CDCC et de la CEPALC, et le Secrétariat a entrepris une mission destinée à explorer la possibilité d'une participation par les autres. Ces efforts se poursuivront afin de contribuer au bien-être de ces territoires. La participation à cette réunion de quelques-uns de ces pays est un résultat de ces efforts, et est conforme à l'esprit du cinquième alinéa de la Résolution 21(X) adoptée lors de la dixième session.

Décision 42/413 - Expériences nationales dans la promotion du mouvement coopératif

Dans sa décision 42/413 l'Assemblée Générale prit note du rapport du Secrétaire Général intitulé: "Expériences nationales dans la promotion du mouvement coopératif" (A/42/56). Bien que

cette décision en tant que telle n'ait aucune incidence sur le CDCC, le Secrétariat est de l'avis qu'elle mérite, de par son contenu, d'être portée à l'attention des états membres, d'autant que son thème est repris dans la proposition de Plan d'Action pour les petits états insulaires, soumise à la considération du Comité.

Décision 42/447 - Crise de la dette externe et développement

A sa 43ème session l'Assemblée Générale sera saisie d'une Résolution de la Deuxième Commission intitulée: "La crise de la dette externe et développement". Le Secrétaire Générale a préparé un rapport sur la question, qui figure dans le document A/43/647 et présente les grandes lignes d'une approche d'une politique internationale relative à la dette. Le Comité peut souhaiter examiner de près ce document et les propositions qu'il contient.

Résolution A/43/L.5 - Secours d'urgence à la Jamaïque

L'Assemblée Générale examina au titre du point 149 de l'ordre du jour une Résolution concernant un secours d'urgence à la Jamaïque à la suite des dégâts provoqués par le cyclone Gilbert. Le Secrétariat désire porter ladite Résolution à l'attention de tous les Etats membres. Le Comité peut souhaiter réitérer cet appel à l'aide d'un Etat membre en vue de l'aider à surmonter les difficultés créées par le cyclone.

